

Information à caractère promotionnel

LE RÉCAP' DE LA SEMAINE

- Le sursaut de vendredi aura permis aux indices actions de limiter leurs baisses au cours de la semaine écoulée, qui fut animée par les réunions mensuelles des principales banques centrales et par une succession de publications macro-économiques. Aussi, le biais défensif du positionnement des investisseurs tend à se renforcer avec des valeurs financières toujours sous pression, en raison des difficultés lancinantes des banques régionales américaines, et un secteur des matières premières pénalisé par la faiblesse de l'activité industrielle en Chine (TotalEnergies -3%). Mais ce sont les valeurs des médias, en particulier les éditeurs, qui enregistrent les plus fortes baisses hebdomadaires (Wolters Kluwer -9,5%, Pierson -7%), l'intelligence artificielle étant perçue comme une menace pour eux, en particulier dans la création de contenus et la recherche liée au secteur éducatif.
- Sur la période, les taux longs ont été stables, à la différence des taux courts (-10bp pour l'échéance 2 ans), et ceux malgré les nouvelles hausses de taux directeurs décidées par la BCE et la Fed. Aux Etats-Unis, les marchés escomptent toujours au moins deux baisses de taux d'ici la fin d'année, alors que l'institution monétaire laisse entrevoir une pause dans son resserrement monétaire dans un contexte marqué par une inflation persistante et un marché de l'emploi toujours tendu (+253.000 emplois créés en avril, hausse du salaire moyen de 4,4% sur un an). En zone euro, où le taux de dépôt a été porté à 3,25%, le pragmatisme déclaré de C. Lagarde n'empêche pas les marchés de prévoir encore deux hausses de taux de 25bp en 2023 alors que l'inflation peine à ralentir notamment dans les services où elle a continué d'accélérer en avril (+5,2% sur un an).
- ► Touchant à sa fin, la saison des publications de résultats aux Etats-Unis se révèle bien meilleure qu'attendu, avec des profits qui se stabilisent voire en légère progression par rapport au même trimestre de l'an passé, invalidant ainsi un consensus initial à -5,2%. Cela n'a pas pour autant conduit les analystes, toujours très prudents, à réviser leurs anticipations à la hausse pour les prochains trimestres.

LES PERFORMANCES

ACTIONS (points)	05/05/2023	Evoluti 1 semaine	ion depuis début d'année	
CAC 40	7 433	-0,8%	14,8%	
EURO STOXX 50	4 340	-0,4%	14,4%	
S&P 500	4 136	-0,8%	7,7%	
NASDAQ	12 235	0,1%	16,9%	
FOOTSIE 100	7 778	-1,2%	4,4%	
NIKKEI 225	29 158	1,0%	11,7%	
MSCI EM	982	0,5%	2,7%	
MSCI WORLD	2 822	-0,5%	8,4%	
TAUX (%) & VARIATION (points de base)				
ESTER	2,90	0	101	
EURIBOR 3M	3,28	1	115	
OAT 10ANS	2,89	-1	-22	
BUND 10ANS	2,29	-3	-27	
T-NOTE 10ANS	3,45	-1	-43	
DEVISES & MATIERES PREMIERES (\$)				
EUR / USD	1,11	0,0%	4,0%	
OR	2 017	1,4%	10,6%	
BRENT	75,4	-5,2%	-12,3%	
			·	

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



La croissance sur un an des bénéfices cumulés par les GAFAM au T12023

Les dernières publications de résultats trimestriels des géants de la tech américaine ont rassuré sur leur état de santé après qu'ils aient dernièrement multiplié les plans de licenciements en réponse au ralentissement post-covid de leurs activités. Dans l'ensemble, ces chiffres valident le rebond boursier du début d'année, compris entre +19% (Alphabet) et +86% (Meta), alors que l'émergence de l'IA leur offre de nouvelles perspectives.



LE FOCUS DE LA SEMAINE : LA DETTE ITALIENNE DE NOUVEAU SOUS PRESSION ?

Le spread BTP/Bund s'inscrit sur une tendance haussière Ecart de rendement entre le BTP et le Bund – Du 9 mai 2022 au 8 mai 2023. Source: Borsa Italiana



- ▶ A l'issue du Conseil des gouverneurs du 4 mai, la BCE a annoncé sa décision de ne plus réinvestir les remboursements des titres qu'elle détient dans le cadre de son principal programme d'achats d'actifs (APP) à partir de juillet prochain, ce qui porterait à 25 milliards d'euros par mois la réduction de son bilan contre 15 milliards actuellement.
- Pour l'heure, les remboursements des titres détenus dans le cadre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) continueront d'être réinvestis au moins jusqu'à fin 2024.

La dette publique détenue par la BCE Montant par pays selon le programme. Source : BCE

Montant par pays selon le programme. Source : BCL					
millions €	APP à fin avril	PEPP à fin mars	Total		
Allemagne	652 217	398 924	1 051 141		
Italie	442 301	289 726	732 027		
France	530 946	29 689	560 635		
Espagne	315 615	195 878	511 493		
Supranational	284 986	148 088	433 074		
Pays-Bas	132 778	81 616	214 394		
Belgique	95 682	56 425	152 107		
Autriche	76 131	45 107	121 238		
Portugal	55 082	33 964	89 046		
Irlande	41 269	25 104	66 373		
Finlande	43 949	2 689	46 638		
Grèce	0	37 726	37 726		
Slovaquie	18 198	7 839	26 037		
Slovénie	11 037	6 344	17 381		
Lituanie	6 156	3 305	9 461		
Chypre	4 554	2 493	7 047		
Luxembourg	4 092	1 941	6 033		
Lettonie	388	1 954	2 342		
Malte	1 452	607	2 059		
Estonie	605	256	861		
Total	2 720 931	1 661 078	4 382 009		

UNE GESTION À LA UNE : ENTRETIEN AVEC LE GÉRANT DU FONDS VEGA EURO CREDIT 2026

Le Directeur de la gestion collective de VEGA IM, **Jérôme Tavernier**, a répondu aux questions de Club Patrimoine au sujet du contexte actuel de taux d'intérêt et du fonds à échéance obligataire VEGA Euro Crédit 2026, dont la période de souscription doit s'achever le 15 juin prochain. **Un entretien à (re)voir en vidéo**







AVERTISSEMENTS

Le présent document a un caractère confidentiel. Il est réservé à l'usage strictement personnel de son destinataire et ne peut pas être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne doit pas être reproduit, distribué ou publié en totalité ou en partie, sans autorisation préalable et écrite de VEGA Investment Managers. Ce document est produit à titre purement informatif et peut être modifié à tout moment sans préavis. Il ne saurait en aucun cas constituer une recommandation personnalisée d'investissement, une sollicitation ou une offre, en vue de la souscription à un produit ou à un instrument financier. Ce document a été réalisé sur la base de données financières et/ou conjoncturelles valables à un instant donné et émanant de sources extérieures à VEGA Investment Managers qui ne saurait en garantir l'exhaustivité, la pertinence ou la parfaite exactitude II appartient donc au destinataire de les vérifier par lui-même ou à l'aide de ses conseils habituels. La responsabilité de VEGA Investment Managers ne saurait être engagée à quelque titre que ce soit en raison des informations contenues dans le présent document ou de l'utilisation qui pourrait en être faite. Tout investissement peut être une source de risque financier et doit être apprécié attentivement au regard de la situation financière, juridique et fiscale ainsi qu'aux objectifs en matière de placement ou de financement de chaque investisseur. Ce dernier est invité s'il le juge nécessaire, à consulter ses propres conseils juridiques, fiscaux, financiers, comptables ou tous autres professionnels compétents. Avant tout investissement éventuel, il convient de lire attentivement l'ensemble des documents règlementaires tenus à disposition de l'investisseur. La responsabilité de VEGA Investment Managers ne saurait être engagée en cas de pertes, notamment financières, résultant d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ce document. Il est également rappelé que tout investissement sur les marchés financiers peut être soumis à des fluctuations de cours à la hausse comme à la baisse pouvant se traduire par une perte plus ou moins importante du capital investi sur des durées plus ou moins longues. Par ailleurs, les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps.

VEGA Investment Managers – 115, rue Montmartre, CS 21818 75080 Paris Cedex 02 Société anonyme au capital de 1 957 688,25 euros -353 690 514 RCS Paris Société de gestion de portefeuille, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le numéro GP 04000045